

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4153 - Vendredi 24 Juin 2022 - Prix : 200 Fc

AUGMENTATION DES FRAIS DE TRANSPORT

Les gens préfèrent marcher que prendre un taxi en ville



Photo d'illustration

ENSEIGNEMENT

**Dr Takiddine prône
une éducation de qualité**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Juin 2022**

Lever du soleil:

06h 24mn

Coucher du soleil:

17h 51mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 06mn

Maghrib: 17h 54mn

Incha: 19h 08mn



ENSEIGNEMENT

Dr Takiddine prône une éducation de qualité

Dans un entretien accordé à la presse nationale, le ministre de l'éducation Dr Takiddine Youssouf a fait le tour sur plusieurs sujets fondamentaux notamment la fermeture de certains collèges, la baisse du niveau mais également le renforcement des capacités. C'était l'occasion d'exposer son projet phare notamment la réhabilitation et l'extension des établissements publics et l'insertion professionnelle.

Deux mois après sa prise de fonction, le nouveau ministre de l'éducation nationale Dr Takiddine Youssouf dévoile sa feuille de route. Sa visée est d'atteindre l'objectif fixé pour le plan développement intérimaire à savoir le renforcement de la recherche scientifique, la formation et l'insertion professionnelle. Comme projet phare, la réhabilitation des lycées et l'extension des établissements, avec des équipements et accessoires scolaires. « Nous voulons installer un plateau technique qui permettra à nos élèves de s'épanouir dans l'éducation, dans la théorie et la pratique comme le veut le plan intérimaire », avance-t-il, tout en

montrant son ambition de restructurer l'université à travers des formations professionnelles répondant aux besoins du pays.

Plusieurs points ont été abordés notamment la question de la fermeture de certains collèges. Et le ministre parle d'un mal nécessaire. Pour avoir un système éducatif à la hauteur des attentes du pays, le contrôle doit être de mise ainsi que le renforcement des capacités des enseignants pour mieux encadrer les élèves. « Il ne s'agit pas d'une fermeture mais plutôt des mesures qui ont été prises à l'endroit de certaines écoles qui ne remplissaient pas les normes du système éducatif. Nous voulons des résultats », avance-t-il. D'ailleurs, face à des résultats catastrophiques aux examens nationaux, le ministre se veut résilient. Il est vrai que la situation est alarmante mais elle n'en est pas pour autant désespérée. « Il faut que l'élève soit accompagné. Nous vivons à l'ère du numérique et l'enfant comorien doit avoir les conditions requises pour son apprentissage d'où l'accès à la nouvelle technologie. Un suivi doit être fait au préalable. D'ailleurs nous travaillons en symbiose avec les partenaires



notamment l'ambassade de France pour voir comment améliorer le niveau en français, voire même d'autres langues comme l'Arabe. Et pour y parvenir, nos partenariats vont nous permettre d'avoir l'accès aux nouvelles technologies », poursuit-il.

Face à une situation de crise accentuée par la récente hausse

des prix des produits pétroliers, les enseignants se trouvent aussi impactés surtout avec des salaires maigres. Ces derniers ont lancé un ultimatum, lors d'une conférence conjointe et ont indiqué que si l'actuelle session parlementaire s'achevait sans que les textes ne soient soumis aux parlementaires, ils entameraient une grève. Le

ministre rassure qu'« un texte de loi ne se fait pas à l'aveuglette. Nous voulons d'abord avoir une université qui répond aux besoins des comoriens et nous ne pouvons pas précipiter les choses au risque de passer outre nos objectifs. Il y a aussi une programmation qui se fait au niveau de l'assemblée. Nous avons déposé les textes effectivement et nous attendons. Ce projet a été élaboré par les syndicats et le ministère. Et nous espérons que l'université retrouvera sa stabilité d'ici l'année prochaine », rassure-t-il.

En ce qui concerne la situation de l'université de Patsy, le ministre ne rassure que le processus de recrutement à l'université à des normes précis comme le conseil scientifique. « Nous pouvons le faire et nous avons discuté avec les enseignants sur les modalités à suivre et tout est revenu à la normale », précise-t-il, avant d'annoncer que plusieurs travaux sont en cours notamment la question des cotisations des enseignants à la caisse de retraite, devenu depuis un dilemme ainsi que le manque d'enseignants au primaire.

Andjouza Abouheir



Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC Comores)
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social
d'un milliard (1.000.000.000) de Francs Comoriens
Siège social : Moroni place de France RCCM n°176-B-81

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES) sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

LE VENDREDI 8 JUILLET 2022 A 14 HEURES

à la salle de conférence Kone DOSSONGUI
Siège Social de la BIC-COMORES Place de France à Moroni

Union des Comores à l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- I. Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2021, approbation desdits rapports, du bilan et des comptes arrêtés au 31 décembre 2021.
- II. Lecture des rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes.
- III. Approbation de la proposition d'affectation du résultat 2021.
- IV. Quitus de la gestion des Administrateurs.
- V. Fixation du montant des indemnités de fonction allouées aux Administrateurs.
- VI. Nomination de Commissaires aux comptes.
- VII. Pouvoirs en vue des formalités légales.

Les documents sociaux relatifs à la tenue de cette Assemblée sont disponibles pour consultation des actionnaires au siège social de la BIC Comores à l'adresse indiquée, à l'agence de Mutsamudu Anjouan et à l'agence de Fomboni Mohéli. Mohéli.

Le Président du Conseil d'Administration
de la BIC-COMORES



Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC Comores)
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social
d'un milliard (1.000.000.000) de Francs Comoriens
Siège social : Moroni place de France RCCM n°176-B-81

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores (BIC-COMORES) sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

LE VENDREDI 8 JUILLET 2022 A 16 HEURES

à la salle de conférence Kone DOSSONGUI
Siège Social de la BIC-COMORES Place de France à Moroni

Union des Comores à l'effet de délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- I. Mise en harmonie des Statuts à l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique et à la Loi n°13-003/AU portant réglementation des activités des institutions financières ;

II. Pouvoirs en vue des formalités.

Les documents sociaux relatifs à la tenue de cette Assemblée sont disponibles pour consultation des actionnaires au siège social de la BIC Comores à l'adresse indiquée, à l'agence de Mutsamudu Anjouan et à l'agence de Fomboni Mohéli.

Le Président du Conseil d'Administration
de la BIC-COMORES

AUGMENTATION DES FRAIS DE TRANSPORT

Les gens préfèrent marcher que prendre un taxi en ville

La hausse des prix des produits pétroliers a impacté le transport en ville. Désormais, on doit payer 300 FC pour se déplacer en ville. Et pas mal de gens préfèrent marcher que prendre un taxi en ville. Une situation que les chauffeurs de taxi constatent.

Payer 300 FC ou 250 FC pour se déplacer en ville n'est pas un cadeau pour les Comoriens. D'autant plus qu'il faut aussi déboursier 500 FC, 750 FC, ou 1000 FC pour rentrer chez soi. Depuis la hausse des prix des produits pétroliers, les frais de transport ont augmenté dans toutes les régions

et aujourd'hui, pas mal de gens préfèrent marcher que prendre un taxi en ville. Et les chauffeurs de taxi ne peuvent que se plaindre du manque de passagers. « Ce n'est pas de tout facile avec cette inflation. La situation me suffoque. Chaque soir, je pense mille fois comment je vais venir à Moroni. Avec un salaire de misère, et une famille à nourrir, je n'en peux plus avec cette hausse des frais transport », avance un agent du ministère de l'éducation nationale. Et d'ajouter : « chaque jour, je paie 2000 FC pour un aller et retour. C'est 1 kg d'ailes que j'aurais mangé avec la famille. Mais je ne peux pas arrêter de venir au boulot. Car ça

sera pire encore. Malheureusement, ceux qui gouvernent ne le ressentent pas. Ils se la coulent douce avec leur famille ».

De loin on voit une femme qui marche à pied sur la route de Magoudjou. Avec un sac à la main, on ressent la fatigue. « Mon fils, je préfère marcher à pieds. Je n'ai ni les 250 FC ni les 300 FC pour le taxi. Depuis l'augmentation de frais de taxi en ville, je n'ai pas pris un taxi. Je préfère marcher à pied et profiter de la situation pour faire un peu de sport. Disons que c'est le côté positif de cette situation », répond Zalhata Abdoulhakim. Selon elle, la situation n'est pas du tout facile. « En

réalité, on souffre beaucoup. Ça devient de plus en plus difficile. Il faut 1500 FC pour venir à Moroni et rentrer le soir. Si je prends un taxi en ville, je ne peux rien acheter pour mes enfants. Une fois arrivé à Moroni je fais mes courses à pieds », poursuit-elle. Aujourd'hui, la majorité des gens préfère marcher que de prendre un taxi. Des fois, on voit des personnes qui ont leur voiture et une fois arrivé au bureau, il la laisse. « Les gens ne prennent pas le taxi. Nos clients disparaissent petit à petit. Le boulot n'est plus rentable. La recette a diminué et c'est préjudiciable pour moi et le patron », témoigne Salim Said, un chauffeur

de taxi.

Pareil pour Abdallah Kassim sauf que celui-ci a sa propre voiture. « Les passagers manquent énormément depuis la hausse des prix de transport en commun. Heureusement, j'ai ma propre voiture personne ne m'attend à part ma fille. Je dois dire que je travaille pour nourrir mes enfants, sinon j'aurais dû arrêter. Car ça ne va pas du tout. Honnêtement vaut mieux nous qui avons des voitures diesel, mais ceux qui roulent à l'essence c'est pire », dit-il.

Nassuf Ben Amad

ÉDUCATION

Une vingtaine d'agents formés sur les techniques d'apprentissage

Pour renforcer les formations professionnelles dans les centres de formation, une formation de 5 jours a été organisée à travers le projet Komor Initiative, dans le but de fournir aux directeurs et aux formateurs les éléments et outils essentiels qui leur permettront de mieux répondre aux besoins des apprenants. Environ une vingtaine de cadres du ministère de l'éducation nationale et trois centres de formations locales sont formés sur les concepts de formation technique et professionnelle puis sur les élaborations de d'établissements et d'emploi du temps.

C'est une mission dirigée par Expertise France à travers le projet Komor Initiative, en vue d'apporter un appui technique en matière de conception, d'organisation et de mise en œuvre des formations organisées dans les centres locaux de formation professionnelle. Trois centres en sont bénéficiaires à savoir Djomani CFIP, CHN

(Centre National Horticole) et CFO-TEC. Pierre Soloviev, qui est le formateur d'origine belge et consultant Senior international a expliqué à la presse que la formation consiste à permettre aux participants d'acquérir des connaissances sur l'enseignement basé en maçonnerie, électricité, horticole, bâtiment et couture. Pour lui, la formation veut surtout renforcer les participants sur l'harmonisation des formations dans les différents établissements de formation professionnelle. Et c'est dans le but de favoriser l'insertion socioprofessionnelle durable des jeunes hommes et femmes par l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et la création des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

Interrogé sur le niveau des participants, le formateur s'est réjoui des cadres ayant une performance sur leurs métiers respectifs malgré le manque de moyens et d'accompagnement financier pour la réalisation de leurs missions. « Ils sont très réceptifs, intéressés, curieux d'ap-



prendre et surtout je me réjouis d'une très bonne participation. Toutefois, après cette formation il faudrait voir comment combiner la théorie à la pratique de l'enseignement », confie celui qui a acquis une large expérience sur la formation des responsables des centres de formations après avoir parcouru une douzaine de pays en Afrique en dehors de l'Europe.

Pour Mkandzile Mohamed Assaf, directeur du CFOTEC, les centres locaux de formations sont dans la réforme en parlant d'école technique à travers plusieurs programmes d'accompagnement. « La formation a permis aux participants d'avoir plus d'expérience sur l'orientation et sur la conception des programmes liés sur la dispensation des formations professionnelles. En tout

cette formation a-t-il dit nous permis à « améliorer dans le cadre du programme et le plan pédagogique. La formation aboutira à la donation des matériels ».

De l'autre côté, Abdoulanziz Youssouf responsable du Centre nationale Horticole (CNH) a montré que le centre s'intéresse à l'agriculture, élevage puis la transformation et conservation des produits laitiers et fruitiers. « Le centre a plusieurs difficultés surtout au niveau d'administration et du personnel. Sur le plan administratif, les travaux se font très passivement par manque des matériels et de ressources. Au niveau du personnel, nous n'avons pas beaucoup de formateurs pour assurer à bien les cours. Mais nous avons fait des recommandations auprès du ministère », indique-t-il. Pour lui, la formation leur facilite sur la manière de donner les cours mais de regretter un manque de moyens financiers pour payer normalement les formateurs du centre CNH.

Kamal Gamal

ENVIRONNEMENT

L'ONG 2Mains contribue à la gestion des déchets à Nioumachoi

Pour appuyer le comité pour le développement de Nioumachoi (CDN) à la gestion des déchets ménagers, l'association 2Mains a octroyé un don de motos-bennes, et plusieurs équipements individuels. La cérémonie de remise a eu lieu le dimanche dernier.

L'association 2 Mains a fait une contribution à la gestion des déchets dimanche dernier au comité pour le développement de Nioumachoi. Deux moto-bennes, avec leurs casques, dix paires de gants, des chaussures de sécurité, bottes de pluie, des combinaisons, capuchons ainsi que des cache-nez. L'objectif c'est de faciliter le transport des déchets de Nioumachoi vers le centre d'incinération

situé à quelques kilomètres de la ville.

« Ces véhicules et équipements ont pour vocation de participer à la collecte des déchets ménagers dans la ville. Ainsi, pour assurer la maintenance des motos-bennes ainsi que des autres équipements, 2Mains

s'engage à appuyer le CDN dans l'entretien à hauteur de 299 000 fc pour une période de 3 mois » précise Dalili Ali Mkandra, le point focal de l'ONG 2Mains à Mohéli.

L'ONG 2Mains intervient sur trois thématiques dans le pays. Parmi lesquels le traitement des

déchets ménagers, l'agriculture et la valorisation des ressources en eau potable. « L'ambassade de France nous a appuyé dans ce sens et nous sommes déjà intervenus à Mutsamudu Anjouan, à Itsandra à Ngazidja et aujourd'hui à Nioumachoi à Mohéli pour les mêmes causes », rappelle Dalili Ali Mkandra.

Le maire de la commune de Mlédjélé Badrane Tchaké salut cette initiative car pour lui, la collecte des déchets ménagers à Nioumachoi est une tâche de la mairie. Mais cela n'a pas empêché l'association 2Mains d'intervenir. « Depuis que je suis élu maire de cette commune j'ai trouvé que la structure de gestion des ordures à Nioumachoi existait malgré ses failles. En octobre 2020, j'ai signé

une charte avec le Parc National de Mohéli pour la gestion des ordures... » explique-t-il.

Quant au CDN, « dès maintenant nous allons créer des taxes communales pour la collecte des ordures ménagers afin de pouvoir prendre le relais économiquement après ces trois prochaines mois de subvention de l'ONG 2Mains. Car il faut des moyens pour fonctionner et surtout assurer le paiement des ramasseurs » prévient Mirza Ibrahim, président du CDN. En attendant un projet pour la réhabilitation du centre d'incinération, le ramassage des ordures dans cette ville, selon les responsables du CDN, se fera deux fois par semaine, le samedi et le mercredi.

Riwad



Remise Moto Beine à Nioumachoi.

ENVIRONNEMENT

Poursuite des travaux sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

La quatrième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, a débuté hier à Nairobi, au Kenya. Il faut savoir que près de deux ans se sont écoulés depuis l'expiration du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui comprend les 20 objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Ces deux dernières années ont été parmi les plus tumultueuses pour la nature et les humains alors que le monde a été plongé dans une pandémie de santé sans précédent, la COVID-19.



Ouverture de la réunion à Nairobi.

Aucun des vingt objectifs que la communauté internationale s'était fixés en 2010 en matière de biodiversité n'a été atteint en 2020. Parallèlement à plusieurs impacts sanitaires et socio-économiques, la pandémie a pratiquement interrompu les négociations des organes de l'ONU, tels que la CDB. Alors que le monde se lance dans la reprise post-pandémique, la CDB est sous pression pour atteindre un nouvel ensemble d'objectifs qui unissent les nations

pour lutter contre la perte de biodiversité.

Dans sa déclaration à l'ouverture, le président du groupe africain a rappelé qu'au « terme de la réunion de Genève, organisée en mode hybride, en mars dernier, et malgré les acquis importants obtenus, il s'était avéré nécessaire, et ce, précisément à la demande du Groupe africain, de se donner encore d'autres échéances afin de pouvoir

concrétiser notre engagement commun à trouver le consensus nécessaire sur les questions prioritaires, pour aboutir à un cadre mondial de la biodiversité plus cohérent ».

Durant la conférence des parties en décembre prochain au Canada, les pays devront se mettre d'accord sur de nouveaux objectifs. Ce programme fixe 21 objectifs pour 2030. Parmi ceux-ci figurent la protection d'au moins 30% des zones

terrestres et maritimes dans le monde à travers « des systèmes d'aires protégées efficaces, équitablement gérés, écologiquement représentatifs et bien connectés ».


Le projet de la CDB vise aussi la réduction de 50 % ou plus de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. Le cadre prévoit également de réduire d'au moins la moitié les pertes de nutriments dans la nature, d'au moins deux-tiers les

pesticides, et d'éliminer les rejets de déchets plastiques, ainsi qu'une augmentation de 200 M\$ des flux financiers internationaux vers les pays en développement.

Le représentant du groupe a, en outre, souligné que : « c'est en Afrique, en particulier, où la grande majorité des populations et communautés dépendent directement des ressources de la biodiversité pour leurs moyens de subsistance, que l'urgence de la mission qui nous incombe ici et aujourd'hui est la plus ressentie et la plus justifiée ». Il a appelé « également à la création d'un Fonds mondial pour la biodiversité, plus flexible, plus équitable et plus accessible, et totalement dédié à la biodiversité ».

Par ailleurs, le Groupe africain « souhaite en outre souligner l'importance de mécanismes appropriés de mise en œuvre qui incluent de façon prioritaire le renforcement des capacités et le transfert effectif de technologie ». La rencontre est prévue pour prendre fin ce 26 juin 2022.

Mmagaza



COOP-CA MECK MORONI
Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja - Union des Comores
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83
E-mail: contact@meck-moroni.org

Le Conseil d'Administration de la Meck-Moroni a l'honneur de vous inviter à l'Assemblée Générale Extraordinaire

qui se tiendra le Samedi 2 juillet 2022 au foyer des femmes de Moroni à partir de 7h30.

Ordre du Jour AGE : 8h à 12h00

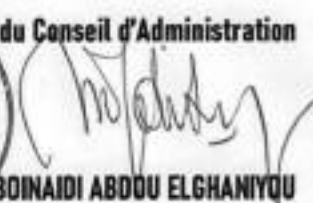
1. Actualisation des Statuts de la Meck-Moroni ;
2. Relation Meck Moroni-Union des Meck.

Carnet de membre et pièce d'identité exigés pour :

- Consulter le projet des résolutions qui seront soumises à l'approbation des membres dès le 18 juin au service administratif de la Meck-Moroni ;
- Participer à l'AGE du samedi 2 juillet 2022.

Moroni, le 17 juin 2022

Président du Conseil d'Administration



BOINAIDI ABDU ELGHANIYU



COOP-CA MECK MORONI
Société coopérative avec Conseil d'Administration MECK-MORONI
B.P 877, Moroni Route de la Corniche, Ngazidja - Union des Comores
Tel: (+269) 773 27 28 / (+269) 773 82 83
E-mail: contact@meck-moroni.org

Le Conseil d'Administration de la Meck-Moroni a l'honneur de vous inviter à l'Assemblée Générale Ordinaire pour les exercices 2019 et 2020 qui se tiendra le 2 juillet 2022 au foyer des femmes de Moroni à partir de 12h30.

Carnet de membre et pièce d'identité exigés pour participer à l'AGO du samedi 2 juillet 2022

Ordre du Jour AGO : 12h30 à 15h00

1. Présentation des Rapports d'Activités 2019-2020
2. Présentation des États Financiers 2019-2020
3. Élection des membres des organes (5 élus) :
 - 3 membres du Conseil d'administration
 - 2 membres du Conseil de surveillance

Tout membre qui souhaite se porter candidat aux élections doit constituer et présenter un dossier comportant les pièces suivantes :

- Copie de la pièce d'identité ;
- Photo d'identité ;
- Copie du carnet d'adhésion à la Meck-Moroni ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Copies des diplômes certifiées ;
- Lettre de motivation adressée au Président du Conseil d'Administration ;
- Attestation sur l'honneur signée (modèle fourni par la Meck Moroni).

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES 28 juin 2022

Moroni, le 17 juin 2022

Président du Conseil d'Administration



BOINAIDI ABDU ELGHANIYU

SPORT

Jeux nationaux de l'Union des Comores, J-10

Sous le haut patronage du chef de l'Etat Azali Assoumani, le Comité Olympique et Sportif des îles Comores (COSIC), organise du 3 au 7 juillet les premiers jeux nationaux des îles Comores.

C'est en substance ce qui a été dit mercredi dernier lors d'une conférence de presse par le président du comité olympique comorien. Dix huit fédérations qui composent le COSIC sont concernées par ces jeux, même si le point sera mis sur les disciplines olympiques en particulier. Ces jeux revêtent une double importance aux yeux des dirigeants du sport national. En effet ils rentrent dans le cadre d'une semaine festive qui va se conclure par la célébration de la fête nationale le 6 juillet. C'est aussi l'occasion de faire se rencontrer les différents athlètes venus des trois îles. « C'est une occasion aussi pour le COSIC de juger les performances de nos jeunes en vue des échéances à venir, plus particulièrement les jeux des îles de l'océan Indien qui sont prévus à Madagascar l'année prochaine », a tenu à préciser le président du COSIC. Et le président de

continuer : « Tenant compte des dispositions statutaires, nous sommes dans l'obligation d'organiser ces jeux tout les deux ans au niveau national ».

Pour cette première, c'est l'île de Ngazidja qui abrite les jeux, et dans les années à venir ça se fera en alternance dans les autres îles. Après les jeux des jeunes de l'océan Indien en 2015, c'est la deuxième fois que le comité olympique relève le défi d'organiser un évènement qui va accueillir plus de 500 athlètes. A défaut des jeux des îles que les Comores repoussent sans cesse aux calendes grecques, par manque d'infrastructures mais surtout de volonté politique des gouvernements successifs, ces jeux sont en sorte une cache misère. Alors les comoriens devront se contenter de cette semaine pour goûter à la joie des jeux made in Comores.

C'est une occasion pour les organisateurs de juger de leur capacité managériale à gérer un évènement de cette ampleur.

Le manque de moyens du comité olympique a poussé le bureau à chercher de partenariats avec les entreprises de la place (privées ou



publiques) pour l'organisation de ces jeux. Jusqu'à présent, seule Telma Comores a répondu présent à cet appel notamment à travers sa campagne AMANI qui lutte contre toutes les formes de violences dans

les stades et autres enceintes sportives. Pour l'ouverture des jeux, le président espère plus de 2000 personnes pour remplir le stade de Moroni. Sur ce qui est du budget, rien n'a filtré. « C'est un budget pré-

visionnel, on ne va pas donner des chiffres pour le moment », s'est contenté de répondre le président du comité olympique et Sportif des Comores.

AS Badraoui

DEUXIÈME ÉDITION UHURU CUP

Renforcer la cohésion sociale, c'est le but de l'évènement

La deuxième édition de la compétition de football "Uhuru Cup" aura lieu le samedi 25 juin au stade Ajao de Moroni. L'annonce a été faite le mercredi 22 juin par l'agence Tsi Habari Events organisateur de cet évènement. Cela entre dans le cadre de la fête de l'indépendance des Comores.

À l'occasion de la 47ème fête de l'indépendance, l'agence Tsi Habari Events organise son deuxième tournoi de football des sociétés. Ce tournoi a pour objectif de célébrer l'indépendance du pays mais, surtout de renforcer la cohésion sociale. 8 sociétés ont répondu à l'invitation : Comores

Télécom sponsor de l'agence Tsi habari Events, Comair Assistance, ONICOR, Telma, UCCIA de Ngazidja, les Vétérans d'Ajao et enfin la commune de Moroni. « Notre fête nationale ne doit pas être marquée seulement par les parades militaires et le discours du président. Il faut prendre au moins une semaine avant pour la célébrer en attendant le 6 juillet. C'est dans cette optique, que depuis l'année dernière nous avons lancé cette compétition Uhuru Cup », indique le président de l'agence Tsi Habari Events Mbaraka Nassila alias Nass Bogo.

Selon lui, cette compétition consiste au delà de la fête, à renforcer la cohésion sociale. Ça permet-

tra aux sociétés qui prendront part de se connaître et bien entendu renforcer les liens de fraternité des entreprises. « Et cette année, il y'aura un évènement pour les femmes de ces sociétés, bien sûr s'il elles acceptent de participer », annonce-t-il.

Tout au long de cette compétition, le respect des règles de fair-play est particulièrement recommandé. « Ce tournoi est soumis aux règlements généraux de la fédération comorienne de football et de la ligue de football de Ngazidja. Mais les équipes doivent s'inscrire préalablement auprès de l'organisateur. L'organisateur s'engage à rassurer la sécurité du tournoi. Il prendra cet effet toutes les mesures nécessaires

correspondant à la situation », indique à son tour Gamil Abdoulbak responsable du tournoi. Et d'ajouter : « Chaque joueur ne peut jouer qu'avec une seule équipe. Et les joueurs doivent être des employés de la société qu'ils repré-

sentent. L'âge minimum du tournoi est fixé à 18 ans. Chaque équipe doit enregistrer au minimum 3 joueurs de football professionnel sur le terrain ».

Nassuf Ben Amad



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
 6 mois Montant : _____
 12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
 Chèque n° _____
 Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi, du Travail, des Sports, des Arts et de la Culture

Direction Générale de la Maison de l'emploi

Projet FACILITE EMPLOI

Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)

Recrutement d'un prestataire pour la mise en œuvre d'un plan de formation au bénéfice d'Organisations de la société civile comorienne

Contexte et justification

L'Union des Comores a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'"AFD") au titre de la convention N°CKM 1092 01 U signée entre l'Union des Comores et l'AFD pour la mise en œuvre du projet nommé « Facilité Emploi ». Sa maîtrise d'ouvrage a été confiée à la Maison de l'Emploi des Comores au sein de laquelle a été mis en place pour son exécution une Unité de Gestion du Projet (UGP). Cette dernière a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au « **recrutement d'un prestataire pour la mise en œuvre d'un plan de formation au bénéfice d'Organisations de la société civile comorienne** ».

Les Services du candidat auront pour objet de mettre en œuvre un plan de formation sur les îles de la Grande Comore, de Mohéli et d'Anjouan, auprès d'une dizaine d'Organisations de la société civile (OSC). Le plan tiendra compte de la différence de profils entre OSC et de fonctions au sein des OSC. Il traitera des sujets en lien avec les enjeux stratégiques, techniques et de gestion des OSC. La mission inclue l'élaboration des modules et des différents supports de formation, leur mise en œuvre et leur évaluation. Il est prévu que le plan donne lieu à 40 jours de formation cumulés auprès de différents publics sur environ 90 jours. L'intérêt de cette démarche est de bénéficier d'une approche intégrée entre les différents modules, qui ne se limite pas à une somme d'interventions mais qui puisse s'organiser autour de plusieurs parcours de formation. Un plan de renforcement de capacité des OSC a été produit et décrit ces parcours de formation qui devront orienter les candidats intéressés et présélectionnés au terme de cette procédure d'AMI.

L'UGP invite les candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus. Elle sélectionnera sur cette base les candidatures répondant aux critères minimaux et établira une liste restreinte de candidats qui seront invités à répondre à une Demande de proposition. La procédure aboutira à la signature d'un contrat de service entre l'UGP et le candidat retenu.

Public cible

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux associations, ONG et bureau(x) d'études en Groupement.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Critères de sélection

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés concernés ;
- De la nature des Services : conception et mise en œuvre d'un plan de formation au bénéfice d'OSC ;
- Du domaine et de l'expertise technique en lien avec l'accompagnement des OSC sur les thèmes suivants :
 - o structuration et développement ;
 - o administration et gestion courante ;
 - o conception et gestion de projet ;
 - o communication, sensibilisation, vulgarisation et capitalisation ;
- Du contexte géographique : Union des Comores, avec une attention particulière pour les candidat disposant d'un siège ou d'une antenne dans le pays.

L'UGP dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Modalités de réponse à l'AMI

Les Manifestations d'Intérêt adressées à l'attention de **M. Hassani MALIK , Coordinateur du Projet FACILITE EMPLOI** doivent être déposées :

- en cinq (05) exemplaires papiers (dont un original) et une (01) version numérique, sous plis fermés au secrétariat de l'UGP situé à la **Maison de l'Emploi, boulevard de Strasbourg, Moroni – Union des Comores**

ou

- par email à l'adresse suivante : secretariat.faciliteemploi@gmail.com

La date limite de dépôt des Manifestations d'intérêt est fixée au **lundi 8 juillet 2022 à 16 heures (heure locale)**.

Tout dossier arrivé après la date et l'heure indiquée ci-dessus sera écarté.

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires par courrier électronique à l'adresse secretariat.faciliteemploi@gmail.com ou par téléphone au +269 337 24 76 ou +269 356 06 19.